

Le traitement fait aux Prostitué.es et Travailleur.ses du Sexe est inadmissible et n'a que trop duré.

Nos corps, nos vies, nos histoires n'appartiennent à personne, et encore moins si c'est pour valoriser les non concerné.es et les carrières.

Aux parlementaires et au gouvernement :

Nous ne sommes pas les jouets législatifs des politicien.nes et des fémocrates.

Ce traitement est inadmissible d'un point de vue **légal, fiscal et constitutionnel** : les personnes qui exercent le travail sexuel en tant que prostitué.es et escort.es sont les seul.es citoyen.nes à être traité.es comme tous les contribuables dans l'obligation sociale et fiscale mais à subir l'interdiction de travailler en sécurité, dans des lieux décents et la pénalisation de leur clientèle.

Le Conseil Constitutionnel a suivi le gouvernement et a tremblé devant le Haut Conseil à l'« égalité » femmes hommes pour s'entendre à faire perdurer cette injustice.

Au féminisme abolitionniste :

Nous ne sommes pas et serons jamais votre caution « sauveuse ».

Nous préférons le courage à votre scie victimaire.

Quel genre de féminisme n'écoute pas les concernées ?

Quel genre de féminisme prétend faire du social en avilissant les prostituées par un contrat labellisé « Parcours de sortie », en dessous du seuil de pauvreté à 343,20€ par mois ?

Quel genre de féminisme refuse de voter un amendement pour augmenter l'allocation de ce parcours de sortie <https://www.nosdeputes.fr/16/amendement/273/CF993C> .

Quel genre de féminisme refuse d'aider les travailleuses du sexe pendant les pandémies et les crises ?

Quel genre de féminisme ne dit à aucun moment qu'il faut respecter les travailleuses du sexe ?

Quel genre de féminisme brandit l'étendard de disposer de son corps sauf pour les travailleuses du sexe ?

Quel genre de féminisme politique ne s'occupe pas de défendre toutes les femmes exploitées dans toutes les branches mais vient opportunément mettre un faisceau sur la prostitution ?

Quel genre de féminisme politique vote la loi qui expose les concernées à la précarité et aux violences et ne vote pas l'arrêt de la tauromachie pour ne pas froisser leurs agents économiques et leurs aficionados ?

Quel genre de féminisme croit qu'en pénalisant les travailleuses du sexe dans leur activité, les violences faites aux femmes vont disparaître ?

Quel genre de féminisme se satisfait des chiffres de la police mais ne tient pas compte des entraves aux plaintes concernant les agressions que subissent les travailleuses du sexe ?

Quel genre de féminisme laisse les personnes se débattre seules quitte à créer leur propre méthode de signalement des violences (JASMINE)?

Quel genre de féminisme pense que seule sa vision et ses traumas comptent ?

Quel genre de féminisme pense que la pute, l'actrice porno, la cam girl et la stripteaseuse sont des soubrettes du patriarcat ?

Quel genre de féminisme ne les a jamais défendues dans leurs droits fondamentaux à être respectées et dans leur auto-détermination ?

Quel genre de féministe fait de la travailleuse du sexe la branche à scier pour lutter contre le sexisme ?

Quel genre de féministe se croit plus importante et digne que la travailleuse du sexe ?

Quel genre de féminisme idolâtre des femmes aux happening dénudés sein nu fleurs dans les cheveux et méprise le courage et l'auto-détermination des marcheuses de Belleville et d'ailleurs ?

Quel genre de féminisme s'arroge le droit de travestir les propos des chercheur.ses auditionné.es en commission
pornographie
<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/141022/pornographie-et-violences-sexuelles-et-sexistes-un-autre-programme-feministe-est-possible> ?

Quel genre de féminisme auditionne les patrons de l'industrie du porno au mépris de l'expertise des actrices concernées ?

Quel genre de féminisme politique donne des subventions et prête légitimité aux non concernées ?

Quel genre de féminisme préfère le mensonge des intéressé.es à la vérité des concernées ?

Quel genre de féminisme pense qu'on peut arriver en sauveur.euse avec des conditions ?

Quel genre de féminisme essentialise les femmes qui se prostituent en victimes décorporalisées ?

Quel genre de féminisme fait de ces débats aux enjeux cruciaux pour la sécurité et la santé des personnes concernées, un déballage constant de faits divers qui transforme tout travail de fond en show sensationnel télévisé ?

Quel genre de féminisme fait passer sa posture avant les enjeux des femmes concernées ?

Cette liste des attentats dogmatiques et politiques violents faits aux travailleuses du sexe est loin d'être exhaustive et elle démontre à quel point le féminisme abolitionniste est classiste, violent, aveugle et contreproductif dans son dessein d'égalité et de lutte contre les violences.

Nous préférons les femmes courageuses aux femmes qui promeuvent et font des mauvaises lois.

A la moraline :

Nous ne sommes pas votre branche à scier pour votre utopie anthropologique.

Ce traitement est inepte d'un point de vue **anthropologique** : nous sommes des êtres sexués et sexualisés. Réguler la sexualité et les comportements qui en découlent par des lois prohibitives, à moins de mettre 8 milliards d'individus sous castration chimique ou de procéder à l'eugénisme, est une pure hérésie.

Aux médecins qui oublient le serment d'Hippocrate lorsqu'il s'agit de nous :

Nous ne sommes pas votre dépotoir expérimental à la psychiatrisation des genres et métiers.

Ce traitement est inepte d'un point de vue **scientifique** : aucune littérature scientifique ne dit qu'un rapport sexuel consenti entre adultes et dans le respect est violent lorsqu'il est tarifé et non violent lorsqu'il est gratuit. Ni qu'un.e travailleur.se du sexe est malade ou sale par essence.

Au Haut Conseil et au Ministère à l'Égalité :

Nous ne sommes pas vos « pauvres » femmes et ne le serons jamais, même dans les pires conditions.

Ce traitement est contreproductif **dans la lutte contre les violences faites aux femmes et systémiques** : qui peut croire qu'en entravant l'activité du travail sexuel, la société va s'en porter mieux ? Regardez vos statistiques : féminicides, viols et exploitation.

Aux ministères de l'intérieur de tout bord, aux associations abolitionnistes et de lutte contre la traite des êtres humains :

Nous ne sommes pas votre caution politique classiste et genrée pour le coup de karsher, ni des planches à billet pour le monde associatif

Ce traitement est contre productif **dans la lutte contre l'exploitation**. Les exploités des lois prohibitionnistes pullulent. Ils se contrefichent et pire se gavent de votre incurie et de votre mépris de classe envers les prostitués. Les membres des ministères dédiés s'aplatissent devant la mode abolitionniste qui ne veut aider les concernés en temps de crise et valide les subventions en millions pour l'association qui profite le plus de cette loi. Plus nous sommes en pénibilité, plus ces associations s'enrichissent. Les chiffres sur l'exploitation sont faux. Les rapports de l'OIT (Organisation Internationale du travail) indiquent 20% d'exploitation sexuelle dans le monde du travail à l'échelle mondiale. Le chiffre de 90% de prostitués exploités en France au moment de voter la loi est

totalemment faux. La file active de l'association abolitionniste phare fait elle-même émerger 17%. Ces personnes qui veulent éradiquer le travail sexuel ne se soucient pas des 80% concernés dans les autres activités. Ielles continuent d'acheter des vêtements de marque ou bon marché et des produits électroniques fabriqués par des femmes et des enfants pour 30€ par mois et ça ne les empêche pas de dormir. En tout cas, ça ne leur suscite pas le souhait légitime de faire une PPL pour abolir toutes ces activités où les plus vulnérables sont exploités.

Les parcours de femmes qui quittent leur maison, leur famille, leur ville, leur pays ne seront jamais vos cautions de lutte contre les violences faites aux femmes car jusqu'à présent, jusqu'à preuve du contraire et face aux chiffres exponentiels, vos méthodes législatives et institutionnelles n'ont rien prouvé pour endiguer les névroses de nos congénères et la misère sociale.

Ce traitement mensonger et cette gabegie d'argent étatique ciblé n'a que trop duré.

Nos corps n'appartiennent ni aux institutions, ni au législateur, ni aux politiques.

Nous nous extrayons de situations dramatiques avec et sans enfants et nous payons en quadruple à la société, aux politiques, au féminisme abolitionniste, par les lois, le tribut d'un système classiste, raciste et patriarcale dans lequel ce sont les mêmes qui sont toujours étouffées, stigmatisées, écartées, violentées et sacrifiées : les femmes.

Même putes, escortes, travailleuses du sexe nous sommes des femmes qui méritons droits et considération.

Il s'agit maintenant pour arrêter cette hérésie sociétale et cette hécatombe de violence sociale et idéologique à l'encontre des travailleur.se.s du sexe de :

- Prendre en compte réellement les impacts des lois répressives et prohibitives sur la prostitution et la pornographie, de ces lois ciblées sur une minorité que nous représentons sur les violences faites aux femmes en général ;
- Impliquer les travailleur.se.s du sexe et leurs organisations dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques de santé et de toutes les politiques qui les concernent ;
- Favoriser, notamment en la soutenant financièrement, l'approche communautaire au sein des associations travaillant avec les travailleur.se.s du sexe ;
- Décriminaliser le travail du sexe en abrogeant la pénalisation des clients et les lois sur le proxénétisme, et en appliquant les lois contre le travail forcé, l'esclavage, la traite des êtres humains pour protéger les travailleur.se.s du sexe de l'exploitation ;
- Lutter contre toutes les violences faites aux travailleur.se.s du sexe en adoptant un mécanisme national de référence pour la lutte contre la traite des êtres humains, en renforçant les droits des travailleur.se.s du sexe victimes de violence, et en supprimant les mesures locales réprimant le travail du sexe ;
- Garantir un accès effectif aux droits en supprimant toute condition d'arrêt de la prostitution pour accéder aux droits, en soutenant les associations communautaires

dans l'accompagnement proposé aux travailleur.se.s du sexe qui souhaitent changer d'activité, et en renforçant l'accès aux droits ;

- Garantir l'accès à la santé en renforçant l'accès à une couverture santé sans délai de carence, en développant et soutenant financièrement les approches de réduction des risques et de prévention en santé sexuelle et reproductive adoptant une approche communautaire, et en luttant contre la censure des campagnes de prévention en santé sexuelle.

Le Haut Conseil et le ministère dédiés n'ont jusque-là pas été intéressés pour considérer les organismes opposés à la pénalisation de notre activité émise dans ce manifeste <https://parapluierouge.org/node/12> et écouter notre expertise sur les violences systémiques nous concernant.

Quand une Tribune d'une poignée d'associations abolitionnistes vient racoler des soutiens afin d'obtenir encore plus de subventions et de richesses pour des résultats nuls contre les violences, l'exploitation et la précarité, nous affirmons simplement, sans aucune demande de béquille morale et financière, que la parole et les droits des travailleur.se.s du sexe doivent être respectés.

.